l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
17 décembre 1976

No 587

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Espagne

Les dés étaient pipés

C'est sans aucun enthousiasme que le peuple espagnol s'est rendu aux urnes ce mercredi. Parce que dés le départ, les dés étaient pipés ; voter «non» , c'était joindre sa voix à celles de la vieille garde franquiste ennemie farouche de toutes les libertés ; voter «oui», c'était créditer Juan Carlos d'un brevet de démocratie, lui qui en un an a déjà les mains salies du sang de 33 travailleurs assassinés par sa Garde civile au cours de manifestations pour le pain et la liberté.

S'abstenir, c'est la solution que préconisaient les révisionnistes espagnols et leurs acolytes royalistes ou sociaux-démocrates, avides de parvenir enfin à se hisser à leur tour au pouvoir pour gérer les intérêts d'une Espagne «moderne», mais toujours capitaliste.

Ils ne manqueront pas assurément de revendiquer les 20 % d'abstentions qui ont marqué ce référendum dans la morosité.

En fait celui-ci aura marqué leur isolement, leur rejet par le peuple espagnol qui refuse de voir saboter ses luttes au profit de leurs ambitions électorales bourgeoises.

Le peuple espagnol a donc voté à 80 %, marquant ainsi, en tout cas, son rejet absolu des institutions franquistes et l'effondrement de leurs partisans, ce qui n'a rien d'une surprise. La «vieille Garde» n'a en effet recueilli que 2,4 % des «nons» qu'elle sollicitait.

Seules les provinces basques ont justifié les espoirs de «l'opposition démocratique». Il y a eu moins de 50 % de votants dans le Guipuzcoa. La moyenne de participation en Catalogne a été inférieure à celle du pays, pendant que de violentes manifestations étaient réprimées brutalement dans la ville de Bilbao. Mais Santiago Carrillo pourra difficilement en faire un succés personnel, les peuples basques et catalans n'ayant pas hésité à maintes reprises à dénoncer sa politique de collaboration ouverte ou cachée avec les autorités franquistes en place.

NOUVELLES POURSUITES CONTRE LES GREVISTES DE LA SONACOTRA

La direction de la Sonacotra poursuit son offensive contre les travailleurs immigrés qui poursuivent depuis avril dernier leur courageuse grève des loyers pour imposer leurs revendications sur le prix de leur hébergement et un règlement intérieur acceptable.

Elle vient en effet d'intenter devant les tribunaux d'instance du Val d'Oise de nouvelles actions en justice pour imposer des saisies-arrêt sur les salaires de 338 travailleurs immigrés logés dans 7 foyers de ce département.

Comme leurs frères immigrés logés à travers la France dans les foyers-prisons de la Sonacotra, les 338 grévistes du Val d'Oise tiennent bon face aux pressions et aux provocations multiples déployées par la direction de la Sonacotra en liaison étroite avec la police qui multiplient menaces et chantages à leur égard.

Ils tiennent bon dans le même temps face aux entreprises de démobilisation et de sabotage ouvert du PCF et de la CGT qui, lorsqu'ils n'observent pas le silence complet sur leur lutte, n'ouvrent la bouche que pour la calomnier et la dénigrer.

Pour les deux foyers d'Argenteuil et ceux de Sannois et de Cormeilles-en-Parisis, le tribunal d'instance de Sannois-Argenteuil a mis sa décision en délibéré jusqu'au 11 janvier prochain.

Pour le foyer d'Ermont, l'audience est fixée au 12 janvier devant le tribunal d'instance de Montmorency.

Les grévistes du foyer de Garges-les-Gonnesses doivent comparaitre le 6 janvier prochain devant le tribunal d'instance de Gonesses. Enfin pour le foyer de Saint-Ouen-l'Aumône, l'audience aura lieu le 17 décembre prochain devant le tribunal d'instance de Pontoise.

Nos camarades immigrés ne sont pas seuls dans ce combat exemplaire qu'ils mènent contre les patrons de la Sonacotra, la police bourgeoise à leur service et les ennemis acharnés des travailleurs en lutte que sont les révisionnistes. Popularisons inlassablement leur lutte dans nos usines, nos chantiers, nos bureaux, nos cités. Mobilisons-nous largement pour mettre en échec ces nouvelles poursuites.

EDF-GDF

UNE PUISSANTE VOLONTÉ DE LUTTE

La grève des 14 et 15 décembre a été massivement suivie par le personnel : selon les directions elles-mêmes, 78 % des travailleurs ont fait grève pendant 2 jours. La manifestation de mardi matin de la rue Condorcet aux Directions générales a été la plus importante des manifestations de gaziers et électriciens depuis Mai 68.

Les travailleurs ont donc montré leur combativité, leur détermination, leur volonté de lutter contre la baisse du salaire réel organisée et acceptée par les 5 fédérations depuis 71, dans le cadre du contrat de progrès, de la «convention salariale». De nombreux slogans dans la manifestation exigeaient la poursuite de l'action jusqu'à satisfaction.

Le sabotage révisionniste

Les 5 fédérations qui avaient appelé à la grève pour le «maintien du texte salarial», n'ont pu se mettre d'accord hier soir 15 décembre que sur une chose... se revoir le 5 janvier (dans 3 semaines !).

Alors que la fédération CFDT proposait de continuer l'action dès le lundi 20 décembre par des formes d'action nouvelles (grèves du zèle, blocage de la facturation des petits usagers), les 4 autres fédérations ont refusé.

Pour FO, l'UNCM (cadres) et la CFTC, c'est la collaboration de classe systématqiue...

Mais les dirigenats de la fédération CGT ? Ils ont montré à cette occasion leur vrai visage : par devant ils disent qu'il faut lutter, que l'action va continuer, etc. Mais dans les faits, ils font tout pour saboter la lutte, pour démobiliser, pour que les revendications ne soient pas satisfaites, afin de pouvoir dire : «C'est la faute du gouvernement, changeons-le en 78, ça ira mieux quand on sera au pouvoir». Ils ont ainsi une nouvelle fois jeté le masque : ils trahissent les intérêts des travailleurs.

Les communistes marxistes-léninistes d'EDF, qui ont été à la tête des masses pendant la grève, feront tout pour imposer la démocratie prolétarienne en incitant les travailleurs à débattre de la suite de l'action, à se réunir pour définir eux-mêmes les formes d'action nécessaires pour faire aboutir les revendications,et refuser les consignes abusives des dirigeants fédéraux traitres.

Trois morts sur un chantier à Garches (Hauts de Seine)

Le capitalisme coupable

Trois travailleurs ensevelis sous plus de deux mètres de terre, trois morts, trois autres sauvés de justesse.

Un accident ? Non, un crime particulièrement flagrant.

Ici, aucun doute : un mur de terre s'effondre sur plus de 20 mètres, sur une équipe de terrassiers creusant à ses pieds les fondations d'une future«résidence», un mur de terre si friable dite de Fontainebleau, sans aucune consolidation, ni mesure de protection.

«Une information sera ouverte demain» disent les enquêteurs. La justice est là pour défendre le capital : le flagrant délit, c'est bon pour les ouvriers qui occupent leurs usines, pour les étudiants qui manifestent, pour les paysans qui défendent leur existence, pour les immigrés expulsés (13 par jour !) sur n'importe quel prétexte, surtout celui de se battre contre le capitalisme comme dans les foyers-prisons de la Sonacotra.

Parmi les victimes, deux travailleurs portugais.

Vos sales discours racistes de lundi à la télévision, vous pouvez les rentrer dans vos tiroirs, Monsieur Dijoud, soit-disant défenseur des immigrés !

Dans la période de crise actuelle où s'aggravent les conditions de travail et d'existence de tous les travailleurs, de tels accidents se multiplient, et tous les discours ne peuvent masquer cette réalité : la loi d'airain du profit, le systeme capitaliste, la classe bourgeoise-classe patronale, voilà les coupables !

Pékin

La Tanzanie rend hommage aux coopérants chinois

Le vice-premier ministre Tanzanien vient de terminer une chaleureuse visite d'amitié en République Populaire de Chine. Au cours d'un banquet offert en son honneur, il a rendu un émouvant hommage à l'aide désintéressée que le peuple chinois apporte à son pays et au Tiers monde en général. Nous en publions les principaux extraits :

Tous les Tanzaniens, même ceux qui vivent dans les coins les plus reculés de notre pays, ont vu les amis chinois travailler dans des fermes et hôpitaux, construire des routes, creuser des puits, procéder à l'exploitation des mines et, par-dessus tout, construire le grand chemin de fer Uhuru.

Tout le monde est impressionné par leur assiduité et leur dévouement infatigable. Franchement parlant, nous sommes loin derrière vous quant au travail ardu. Nous avons donc un très vif désir d'apprendre auprès de nos collègues chinois.

Un grand nombre de nos ouvriers l'ont déjà fait. Ce voyage nous donne une autre occasion d'apprendre davantage.

J'ai dit que nos amis chinois travaillent dans notre pays pour plusieurs projets. Depuis 1964, la coopération entre la République Populaire de Chine et la Tanzanie embrasse plus de soixante projets différents, qui se répartissent dans de nombreux domaines.

La plupart d'entre eux, pas moins de 40, ont été déjà achevés et transférés au gouvernement de Tanzanie, dans certains cas.Nous éprouvons le besoin de retenir un petit nombre d'experts chinois pour qu'ils initient notre peuple à davantage de choses. Le gouvernement chinois a bien voulu nous donner son accord à ce sujet. La Tanzanie est extrêmement reconnaissante pour l'aide reçue de la République Populaire de Chine, L'aide qui nous a été apportée non seulement dans les conditions les plus avantageuses, mais qui diffère aussi de beaucoup d'autres aides : Elle a été fournie sans motif de profit , ni de sinistres desseins inavouables ou de pure propagande. Nous avons reçu des prêts sans intérêt et même des dons directs.

Coopérants chinois aux côtés des travailleurs tanzaniens pour la construction d'une voie ferrée.

Le chemin de fer de l'amitié

Permettez-moi de vous citer comme exemple la construction de fer Uhuru, qui a été réalisé grâce à la coopération entre la Chine, la Tanzanie et la Zambie. L'hostilité de certains pays capitalistes occidentaux à l'égard de cette gigantesque entreprise commune relève maintenant du passé. La vicieuse propagande occidentale contre les trois pays, le dénigrement de la technologie de la Chine et de sa capacité de construire ce chemin de fer sur un terrain très difficile, la tentative de semer la méfiance entre les trois pays et les sombres prophéties sur l'utilité de ce chemin de fer, tout a fait faillite. Ce grand chemin de fer Uhuru est devenu bel et bien une réalité très utile, et non un éléphant blanc de leurs rêves. C'est en effet un instrument inestimable au service de la libération et du progrés.

Un modèle de coopération pour le Tiers Monde

Quant à notre coopération bilatérale, je dois dire qu'il y a eu en Afrique une révolution dans l'esprit sur la coopération avec la République Populaire de Chine. Approximativement depuis 1964 jusqu'à 1970, seulement une demie douzaine de pays africains appréciaient l'importance de cette coopération. Récemment, j'ai lu quelque part des articles sur la coopération entre la Chine et les pays africains en 1975, et j'ai remarqué que maintenant, presque tous les pays africains entretiennent, avec la République Populaire de Chine, une coopération sous l'une ou sous l'autre forme.

Cette coopération comprend, pour la plupart, les projets vitaux concernant la production alimentaire, l'irrigation, l'infrastructure de chemins de fer et de routes, l'approvisionnement en eau et le traitement des produits agricoles.

Assurément, tout cela doit peser lourdement sur vos ressources et accentuer vos besoins à l'intérieur du pays. Cependant, vous n'avez jamais hésité. Je suis certain que, quelles que soient les autres causes de la révolution dans l'esprit sur notre continent, ce qui importe avant tout, c'est votre politique de la non-ingérence absolue dans les affaires des pays bénéficiaires de votre assistance. En outre, les Chinois diffèrent des autres experts par leur simplicité naturelle, qui est sans aucun doute due à l'idéologie correcte de votre parti et à votre juste attitude devant une telle situation à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Vos citoyens et vos experts ne demandent aux pays bénéficiaires que le strict nécessaire de la vie, ce qui fait que la majeure partie de l'aide fournie peut être entièrement affectée aux projets proprement dits, et non à l'achat d'articles de luxe à l'usage personnel et pour le confort des experts, alors que c'est souvent le cas pour la plupart des autres aides.

Guide des films anti-impérialistes

Par Guy Hennebelle

- 300 films répertoriés
- 150 films analysés
- une foule d'adresses

Prix 18 F

E-100

Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tél. : 202 87 05

OPEP

Le pétrole doit être payé à son juste prix

Mercredi matin, à Doha, capitale du Qatar, les 13 ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont commencé leur 48e conférence avec, en tête de l'ordre du jour, le relèvement des prix du pétrole brut.

Le baril de référence de 159 litres coûte actuellement 11,51 dollars, un prix qui n'a pas varié depuis le 1er octobre 1975. A l'exception de l'Arabie saoudite, qui s'est soudainement déclarée favorable au maintien du prix actuel, l'ensemble des pays producteurs semblent décidés à envisager une augmentation du prix de vente du pétrole qui, tout en tenant compte de ses répercussions sur l'économie mondiale, permettra de compenser en partie l'érosion de leurs revenus due à l'inflation qui sévit dans les pays développés.

L'Arabie saoudite qui avait déjà adopté une semblable position à la conférence précédente, a d'ailleurs laissé la porte ouverte à d'éventuelles concessions en affirmant que la décision prise sera conforme à un consensus acceptable pour tous les participants.

La veille de l'ouverture de la conférence, le ministre vénézuélien du pétrole a réaffirmé la détermination de son pays d'obtenir un réajustement du prix de cette matière première, en soulignant que la demande du président américain de reconsidérer le problème de cette augmentation resterait sans écho.

Parmi les autres sujets que doit aborder la conférence figurent le problème de l'indexation des prix du brut sur l'inflation mondiale, la question d'un prix unique du pétrole et de l'abandon réel des primes, le projet d'étendre l'organisation au gaz et la concertation entre membres de l'OPEP sur le développement de la production et l'aide au tiers monde.

Cisjordanie

Succès de la grève générale

Pratiquement tous les commerçants arabes de Cisjordanie ont participé à la grève générale décidée pour mercredi dans l'ensemble de la région. De même, les autobus sont restés dans les garages et le trafic marchandises a été suspendu. Déclenchée en raison de l'opposition des commerçants à l'application par les autorités sionistes, de la TVA dans les territoires occupés, la grève s'est également étendue aux établissements scolaires.

A Hébron, la ville la plus importante de Cisjordanie, des inscriptions pro-palestiniennes et antisionistes ont couvert les murs de la cité. De nombreuses et violentes manifestations ont également eu lieu en Samarie et en Judée pour protester contre l'installation de nouvelles colonies israéliennes en terre arabe. A Ramallah, pour la troisième journée consécutive, le couvre-feu décrété tôt dans la matinée, n'a pas empêché le développement des manifestations commencées dès l'aube, notamment sur la route de Jérusalem, à proximité du camp de réfugiés de Kalandia.

A Jérusalem même, où la police sioniste avait averti les commerçants arabes qu'elle ne tolèrerait pas de grève, de violentes manifestations ont eu lieu, plusieurs dizaines d'arrestations opérées et un jeune manifestant a été blessé au pied par une balle tirée par la police.

Une insulte au peuple finlandais

L'arrogance des nombreux tsars du Kremlin est décidément sans bornes ! L'ambassadeur soviétique en Finlande vient en effet de proposer froidement au gouvernement finlandais d'organiser l'an prochain la célébration conjointe du 60 em anniversaire de la Révolution d'octobre soviétique et de l'indépendance finlandaise.

Cette proposition hypocrite qui vise à resserrer l'étau soviétique sur la Finlande a soulevé une tempête politique dans le pays. Parmi le peuple , de nombreuses voix se sont élevées avec indignation pour exiger que le gouvernement finlandais rejette avec fermeté et en termes explicites cette offre bourrée d'arrières-pensées annexionnistes et organise lui-même les cérémonies marquant l'Indépendance du pays.

Depuis plus de 100 ans, l'histoire de la Finlande est empreinte du pillage et de l'agression des anciens Tsars. Mais elle est aussi marquée par la lutte du peuple finlandais contre cette oppression. Il y a 60 ans, avec la chute de la dynastie des Romanov, la peuple finlandais gagnait son indépendance et sa dignité nationale après un long combat. La fête de l'Indépendance est sa propre fête et à lui seul. En rejetant la provocation soviétique, il marque sa détermination à sauvegarder la souveraineté et l'indépendance du pays aujourd'hui menacée par les nouveaux Tsars qui ont remplacé les anciens.

L'offre soviétique, faite sous le signe du «Bon Voisinage» et de la «coopération» n'est pas le fruit du hasard. Depuis des années les revisionnistes soviétiques cherchent à placer la Finlande, pays souverain, sous leur contrôle.

Utilisant un procédé qui leur est habituel, ils ont publié récemment un livre intitulé «30 ans de relations et de bons voisinages» dans lequel ils exposent complaisamment leurs ambitions sur ce pays. Ils y dénaturent notamment la teneur du traité «d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle» soviéto-finlandais conclu en 1948, tentant ainsi de faire pression sur la Finlande pour la forcer à abandonner sa neutralité et de conclure une alliance militaire avec l'URSS.

Mais la tentative soviétique se solde par un échec retentissant. La presse finlandaise a qualifié l'URSS à cette occasion «d'exemple typique d'une superpuissance impérialiste qui pratique à l'égard d'un voisin petit et faible une politique déraisonable». Le peuple finlandais s'en tient fermement à sa politique de neutralité et entend se défendre en comptant sur ses propres forces.

Coutances (Manche)

Echec à des manœuvres policières contre des marxistes-léninistes

Lundi 29 novembre, à 16 heures, des flics demandent une camarade à la concierge de l'École normale. Ils se sont installés devant une machine à écrire, prêts à noter «sa déclaration». Tout de suite, ils lui demandent l'adresse d'un camarade, sous prétexte que des affiches de «L'Humanité rouge» avaient été placardées sans l'adresse de l'imprimeur. Ils la questionnent sur cet imprimeur. Ce à quoi elle répond qu'elle n'a rien à déclarer.

Puis ils se rendent chez un camarade et là aussi, ils violent le domicile et s'installent. Ils lui posent de nombreuses questions du genre : «Quelle est l'adresse des gens qui reçoivent ces affiches ?». Voyant que la camarade refuse fermement de répondre à leurs questions, ils profèrent des menaces : «Puisque vous le prenez sur ce ton, on va chercher un mandat d'arrêt chez le procureur», et «Si vous continuez, on va avoir vite fait de virer votre amie de l'École normale !»

Face à une telle tentative d'intimidation, il n'y a qu'une seule réponse possible : l'offensive. Et, en effet, le maximum de personnes furent informées de cet acte d'intimidation.

Dans l'École normale, un large courant de sympathie se développa. Et le lendemain, une délégation de toutes les classes ainsi que des professeurs protestait auprès de la direction de l'école.

La section SGEN-CFDT dans une motion, précisait : «Il est inadmissible et illégal que les flics pénètrent ainsi sur le lieu de travail afin d'exercer une intimidation» ... «Il est inadmissible qu'ils profèrent des menaces d'exclusion de l'EN pour délit d'opinion. La répression de militant syndicaux, de travailleurs, de révolutionnaires en lutte se fait toujours plus grande. Face à cette répression, nous devons chaque fois agir très vite et tous ensemble. Ainsi, c'est grâce à la mobilisation des élèves-maîtres et professeurs de l'EN que nous avons pu mettre au grand jour le caractère scandaleux de cette intervention policière. A l'avenir, c'est en étant toujours plus unis et conscients que nous serons capables de repousser toute atteinte aux libertés démocratiques, tout acte de répression».

Comme on le voit, la bourgeoisie, en envoyant ses flics à l'EN et chez le camarade a produit l'effet inverse de celui qu'elle recherchait.

Une nouvelle étape dans la lutte des paysans de Naussac

Les activités illégales se multiplient

Le soir de la manifestation unitaire du 6 novembre à Mende, les paysans de Naussac se sont retrouvés à la gare de Langogne pour manifester une fois de plus leur détermination à lutter contre le projet de barrage ; ils ont immobilisé un train avec le soutien des travailleurs de la SNCF qui, lors des enquêtes, n'ont reconnu personne.

Quelques temps après, ils arrêtaient à nouveau un train dans lequel se trouvait Herson, «Monsieur Barrage», l'envoyé du gouvernement chargé de faire avaler la pilule aux paysans de Naussac. Ce personnage, ayant manifesté le désir de rencontrer les paysans individuellement, s'est trouvé un jour envahi par ceux-ci déterminés non à négocier mais à imposer leurs conditions qui sont :

– l'arrêt immédiat des travaux

– un débat public et contradictoire sur le projet de barrage

– des études sur les possiblités de barrage dans les gorges de l'Allier qui sont désertiques.

Mardi 7 décembre, les paysans de Naussac investissent la perception de Langogne et emportent des dossiers concernant les évaluations des propriétés qui seront englouties par le barrgage, ceci à 11 heures du matin, en plein marché.

Depuis, les gendarmes, surpris devant la détermination des paysans s'attendent au pire. Ils tentent de les intimider, les accusent d'avoir volé d'autres dossiers, leur demandent de les rendre, les finauds..

Tout le monde dans la ville de Langogne voit passer des gendarmes, mais personne n'a vu passer les dossiers ; en attendant cette histoire leur donne bien du travai. Les travailleurs de la perception disent n'avoir vu personne et sont solidaires.

Des inculpations risquent de se produire, les paysans en sont tout à fait conscients et se préparent à organiser la solidarité autour d'eux : ils proposent :

– des inculpations collectives

– la création de comités de soutien Naussac partout où cela est possible

– des motions unitaires de toutes les organisations dans lesquelles elles affirment leur soutien aux actions illégales, par une participation financière, juridique et de popularisation de la lutte.

Les actions illégales sont maintenant le seul moyen de lutter efficacement. Jusqu'à présent, toutes les actions, toutes les propositions du CDVN se sont heurtées à la répression. Les pouvoirs publics, la SOMIVAL, n'en font qu'à leur tête : les travaux avancent, les pressions sur les paysans pour qu'ils vendent, se multiplient.

Tous ces obstacles ne découragent pas les paysans qui se lancent maintenant dans l'illégalité, se rendant bien compte qu'il n'y a que la violence révolutionnaire et la solidarité de classe qui peut permettre de vaincre la bourgeoisie.

Nous devons soutenir fermement leur lutte en développant largement la solidarité et en nous tenant prêts à réagir contre la répression qui ne saurait tarder à s'abattre sur eux.

Correspondant HR
(Lozère)

Naussac au Conseil général du Puy de Dôme

Le Conseil Général du département du Puy-de-Dôme a ouvert sa session budgétaire lundi 13 décembre. A l'ordre du jour entre autre : Naussac.

Le Conseiller général de Lezoux, Coutarel, ex-PSU aujourd'hui PS, donnait le ton en réclamant une politique de l'eau pour l'agriculture. Par «l'agriculture», il faut entendre, «paysans riches de Limagne» dont le Sieur Coutarel défend les intérêts de classe. Même son de cloche du conseiller général de Maringues (toujours en Limagne !), Marignier. Avec un supplément d'âme cependant. Marignier est partisan des expulsions à visage humain : il veut qu'on se montre plus humain et ne marchande pas les indemnités aux agriculteurs lozériens» Apparemment il n'a jamais entendu dire qu'à Naussac il n'y a rien à vendre et personne à indemniser, mais des gens qui veulent travailler et vivre au pays. Il a ajouté : «le reste des arguments des écologistes (Michelin, les centrales nucléaires), c'est du folklore». Il avait déjà été dit d'ailleurs que «les prétendus soucis d'écologie ne sont pas exempts d'arrière-pensées politiques». Ce qui ne manque pas de sel dans un Conseil Général, institution éminemment apolitique comme chacun sait !

Dans ce concert, le secrétaire général de la Préfecture fit bonne figure. Pour lui, il faut éviter toute «émotion précipitée». Il s'opposa à la création d'une commission spéciale qui pourrait «ajouter une caisse de résonnance à des gens qui ne manquent pas de resonnance».

C'est au moins la preuve que le travail de popularisation du Comité de Défense de Naussac, du comité du Puy, du Comité Larzac-Naussac de Clermont, et de tous ceux qui soutiennent les paysans de Naussac porte ses fruits et inquiète le pouvoir.

Enfin le socialiste Guillon (Conseiller Général de Billon– apporta la conclusion en proposant que le Conseil entende un représentant de la SOMIVAL : «Il faut que nous sachions s'il est possible d'éviter de noyer les seuls cinquante hectares cultivables en Lozère. Si ce n'est pas possible, il faut faire Naussac».

L'audition de la SOMIVAL, bien connue dans toute la région pour ses méfaits contre les paysans, marquera – selon Arsène Boulay, président PS du Conseil – «le souci de se prononcer en toute connaissance de cause». Tout un programme...

* Admirons l'expression. Pour le reste de la Lozère (qui pour M. Guillon ne doit être qu'un tas de cailloux), pas besoin de se gêner pour installer barrages, parcs touristiques, camps militaires, etc. , et désertifier à tour de bras !

LIBERTE POUR LES ETUDIANTS IRANIENS EMPRISONNES

Le 2 novembre dernier à Paris un attentat avait lieu contre un agent connu de la police politique iranienne (la Savak). Le police française se saisissait de ce prétexte pour lancer une vaste opération policière contre les étudiants progressistes iraniens réfugiés en France.

4 d'entre eux étaient immédiatement expulsés, 2 autres étaient arrêtés et inculpés d'homicide volontaire.

Cette opération policière contre des progressistes et anti-impérialistes étrangers s'inscrit dans une longue filière : répression contre les militants basques et espagnols, interdiction du FRAP menaces contre l'Association générale des étudiants gabonais, expulsions brutales de travailleurs tunisiens, marocains et notamment des responsables du Comité de coordination des grévistes des foyers Sonacotra,

Menée dans des conditions totalement arbitraires, elle constitue une répression scandaleuse, inacceptable contre l'ensemble des étudiants progressistes et révolutionnaires iraniens qui soutiennent, en exil, la lutte anti-impérialiste de leur peuple.

Cette offensive se mène en collusion étroite avec la réactionnaire police politique du Shah qui s'acharne contre les anti-impérialistes iraniens partout dans le monde.

«En France, on n'a pas de pétrole, mais on vous vend pas cher pour en avoir» déclarait cyniquement un policier français au cours d'un interrogatoire des deux inculpés.

Les irrégularités grossières abondent par ailleurs dans cette affaire :

– Les expulsés sont inculpés de complicité dans l'attentat. Depuis quand expulse-t-on purement et simplement les «complices» d'un homicide volontaire ?

– Un brigadier prétend «reconnaitre» les inculpés. Mais l'attentat a été commis de nuit et les auteurs étaient masqués !

– Les deux étudiants arrêtés ont été maintenus au secret, ssans pouvoir communiquer avec leur avocat.

Au cours de 48 h d'interrogatoire, ils ont été très mal traités : souvent battus, à peine nourris et privés de sommeil.

En Allemagne, en Italie, en Suède, au Canada, aux USA, manifestations et grèves de la faim se multiplient pour dénoncer les agissements de la police française, exiger la libération des emprisonnés, le retour des expulsés, la fin des pressions policières contre les progressistes iraniens.

A Paris des étudiants iraniens en sont à leur 20e jour de grève de la faim à l'Église du Bon Pasteur, 179 rue de Charonne (11e)

Les Communistes marxistes-léninistes du cercle de diffusion «Charles Delescluze» de l'Humanité rouge leur ont rendu visite et donné lecture d'un message de soutien

JCMLF

La Jeune Garde rouge

ORGANE CENTRAL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Le numéro de décembre de «La Jeune Garde rouge» est paru.

Au sommaire :

– Union, action, n'attendons rien des élections !

– Facultés : boycottons les élections d'UER ! A l'action contre la répression du mouvement étudiant !

– Chômage, oppression, exploitation forcenée, c'est le sort que la bourgeoisie réserve aux jeunes (p. 4 et 5).

– Dix jours à travers les pays de l'Est.

– Sur le front culturel.

– Gary Tyler, notre frère.

Ce numéro vendu 2 F est disponible dès maintenant. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à «L'Humanité rouge».

A propos des articles sur PUK

UN POINT D'ECONOMIE POLITIQUE

L'article sur PUK en page 8 du numéro 583 du journal (11-12 décembre) comporte une erreur : Les amortissements sont classés comme étant intégralement des profits «cachés». Or il n'en est rien.

Qu'est-ce que les amortissements

Ce sont les charges correspondant à l'achat de certains biens de production par l'entreprise, en particulier le matériel, les machines, ect... Ces charges sont réparties sur plusieurs années de façon à correspondre à l'usure ou à la dépréciation de ces machines.

Prenons un exemple : lors de l'achat d'une machine prévue pour dix ans, (investissement) on ne considère pas le prix qu'elle a coûté comme une charge, alors que c'en est bien une. Par contre, on enregistrera un dixième de son prix dans les charges à la fin de l'année (les charges diminuent le «bénéfice»), et cela pendant dix ans de suite. Ainsi la charge est supportée sur la période pendant laquelle la machine sert effectivement à produire des marchandises

D'autre part, on considère que la machine perd petit à à petit de sa valeur chaque année, jusqu'à la fin de la dixième année où on la met à la ferraille. Si elle valait un million à l'achat, on «enregistre» 100 000 F de charges chaque année (pour simplifier); et la machine ne «vaut» plus que 900 000 F au bout d'un an, 8000 000 F au bout de 2, etc., et elle ne vaut plus rien à la fin.

En soi, bien qu'il permette des magouilles pour réduire l'impôt sur le bénéfice, ce système correspond à une réalité : en effet, pour le marxisme, les biens de production tels que les machines ne sont rien d'autre qu'une sorte de matière première qui, au lieu de passer immédiatement et totalement dans la marchandise produite, n'y passe que très lentement, au fur et à mesure de son usure. (Voir Etudions l'Économie Politique» E.100 p. 102 à 104). De cela, il découle que les amortissements ne sont pas du profit détourné, mais une charge comparable à l'achat de matières premières. Le capitaliste ne prend pas le profit sur les matières premières ou les biens de production, mais uniquement sur la plus-value, sur la valeur ajoutée à ces matières premières par le travail des ouvriers (Etudions l'Économie Politique p. 85 et 88).

Pour plus de clarté, résumons tout cela par un autre exemple : un patron achète 1000 F de matières premières (MP), 1000 F de machines (M), et la force de travail d'un ouvrier, 1000 F (S comme salaire). L'ouvrier fabrique avec tout cela une marchandise que la patron vendra 4000 F (on suppose que les machines sont usées totalement). M MP sont du capital constant, qui ne change pas de valeur : 2000F, dépensés au départ, puis récupères à la vente. Par contre, S est du capital variable : avec 1000 F de main d'oeuvre dépensés, on obtient 2 000 F, dont 1 000 F de profit pour la poche du patron. On voit que le profit vient du capital variable (la main d'oeuvre), et nullement de M ou MP, le capital constant.

Or, les amortissements correspondent à M, les machines ; d'où l'erreur des camarades qui ont rédigé l'article sur PUK.

Les profits dissimulés

Alors dans la comptabilité d'un capitaliste, où faut-il chercher les profits dissimulés ? Car nous sommes bien d'accord que les «dividendes» distribués aux actionnaires ne sont que la partie visible de l'iceberg du profit total extorqué aux travailleurs.

Eh bien, principalement dans les frais de personnel où figurent les sommes versées par le patron à ses larbins improductifs, du vigile au chef du personnel, ainsi qu'à tout le personnel d'encadrement acheté par des miettes de profit plus ou moins importantes (du syndicaliste acheté «promu» petit chef au directeur qui touche 5 millions anciens par mois). Comme on le voit, le montant est difficile à évaluer.

Ce n'est pas tout : il y a les impôts, part de profit prélevée par l'État capitaliste. Les «services extérieurs» par exemple d'un expert financier qui viendra aider le PDG dans son travail de maquillage de la comptabilité... et grassement payé en retour !

Les profits sont aussi dissimulés dans les «frais divers de gestion» (comme c'est bien dit !), qui incluent entre autres les «missions et réceptions» : toutes les orgies de ces messieurs, ainsi que leurs «séminaires d'affaires» grâce auxquels ils se prennent 3 semaines de vacances sur une plage au Brésil ou ailleurs.

On les trouve enfin dans les frais financiers et dans les provisions.

Tout ceci figure très légalement dans le «Compte d'exploitation générale» que toutes les entreprises doivent établir chaque année. Il y a en outre le compte «Pertes et profits» où l'on trouve encore des soi-disant pertes exceptionnelles à déduire du bénéfice, plus des provisions exceptionnelles et l'impôt sur le bénéfice, tout cela étant encore du profit caché, non comptabilisé en tant que tel.

Ce que nous avons dit concerne exclusivement le profit légal, nous ne parlons pas ici de toutes les escroqueries patronales qui dépassent de loin ce qu'on peut imaginer à la simple lecture d'articles dans la presse sur les scandales financiers.

Là aussi, on peut parler de partie visible de l'iceberg. Une anecdote significative : dans une grande école de commerce parisienne, qui accueille de futurs cadres supérieurs ou patrons, les étudiants de 3e année ont droit aux «cours» d'un expert financier grassement payé, lequel cours est baptisé d'un nom pompeux bidon pour éviter l'intervention de la «justice» ; dans ce cours, on «informe» les étudiants sur toutes les sortes d'escroqueries pratiquées au plus haut niveau dans les entreprises ou les banques, sur les procédés permettant de maquiller les vols ou de rouler le fisc, de voler le personnel ou encore de se débarrasser d'un délégué du personnel gênant, etc. Ceci pour dire qu'il ne s'agit nullement d'un phénomène marginal au sein d'un beau monde capitaliste.

Une précision avant de conclure : si les amortissements ne sont pas du profit caché, il serait faux pourtant d'en déduire que le capital constant (biens de production et matières premières) ne résulte pas d'un vol, d'un profit, ou même que ce vol soit à rechercher uniquement à l'époque de la constitution de ce capital.

Le manuel «Étudions l'économie politique» explique très bien, page 104, que même si un patron n'augmente pas son capital, la reproduction simple de ce capital vient toujours des plus values extorquées. Nos lecteurs peuvent s'y reporter.

Étudions l'économie politique

Les travailleurs et les marxistes-léninistes ont à l'heure actuelle en France à approdondir leur connaissance de l'économie politique.

Dans nos colonnes, l'orientation que nous donnions récemment : «Il faut étudier l'économie politique» est plus que justifiée. Comment progresser réellement dans le travail au sein des entreprises et convaincre les travailleurs, comment également approfondir notre analyse et notre ligne politique, si les bases permettant d'étudier la réalité à laquelle nous sommes confrontées nous manquent ? Ce travail est nécessaire, on ne peut pas le mener sans avoir assimilé correctement les principes de l'économie politique marxiste-léniniste. Il faut apprendre sans tarder à maitriser cette arme au service de la lutte de classe du prolétariat.

Un lecteur.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le premier numéro de décembre vient de paraitre. On trouvera au sommaire notamment :

– Rassemblement de soutien à Michel Romain, situation explosive dans le Midi viticole.

– Les petits producteurs de porc victimes de la crise.

– Malabri : lutte contre l'expulsion d'un petit fermier.

– Le groupe Doumeng lance une offensive visant à contrôler les PME en France et en Europe, dans le secteur des vins, fruits et légumes.

– Document du 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie, la deuxième partie extraite du rapport du Comité central portant sur l'agriculture.

– Un éditorial intitulé : «Trois années de baisse du revenu, ça suffit !»

Le prix du numéro : 1 F.

Adresse provisoire :
HR – La Faucille, BP 61 – 75861 Paris Cedex 18.
CCP Humanité rouge : 30 226 72 La Source

Chantiers navals de St-Nazaire

UNE NOUVELLE TRAHISON

L'intersyndicale CGT-CFDT-FO des chantiers navals de Saint-Nazaire a informé, mercredi à 17 h, les travailleurs massés devant les grilles de sa décision de cesser l'occupation des chantiers.

Et voici l'incroyable justification qu'elle donne à cet abandon de la lutte : «Les organisations syndicales affirment ainsi leur volonté de voir s'ouvrir les chantiers sans conditions et celle d'obtenir des négociations (!)... compte tenu de la position ni réaliste ni raisonnable de la direction générale, a ajouté le porte-parole de l'intersyndicale, nous décidons d'enlever tout prétexte au maintien du lock-out et tout obstacle à l'ouverture des négociations. Pour ces raisons, l'intersyndicale a décidé de lever les piquets de surveillance du pied de l'échelle de coupée du «Bellamya», de cesser l'occupation des grilles du chantier et de déplacer le siège intersyndical qui se trouvait jusqu'à présent à l'intérieur des chantiers à la Bourse du travail.

Devant tant de «compréhension» la direction de l'Alsthom-Atlantique ne s'est pas fait tirer par l'oreille et a fait savoir aussitôt que le chantier de Saint-Nazaire sera ouvert jeudi à 13 h 30 et que le «Bellamya» prendrait la mer vendredi prochain.

Des revendications des grévistes, il n'est plus question et tout peut rentrer dans l'ordre, l'ordre des patrons et des briseurs de grève.

Mais cet ordre risque d'être bien fragile car la colère doit faire se serrer plus d'un poing de métallos à Saint-Nazaire, des poings qui se dresseront à nouveau prochainement pour la lutte, contre ceux qui bradent les revendications des travailleurs pour leurs appétits électoraux bourgeois.

La situation économique en Gironde

UN EXEMPLE PLEIN D'ENSEIGNEMENTS LA FIRME ST JOSEPH

SUR LA SITUATION ECONOMIQUE EN GIRONDE

Un exemple plein d'enseignements : la firme Saint-Joseph.

La firme Saint-Joseph travaille dans le textile. Largement modernisée au cours de ces dix dernières années, elle était devenue une des entreprises de pointe dans le domaine des vêtements tissés et tricotés. Réalisant de gros profits elle s'auto-financait et a bien tenu jusqu'à la crise ouverte de 1973. A partir de là, elle a vu les marchés se réduire et les capitalistes qui la contrôlent n'ont pu accepter l'idée que pendant un temps leur taux de profit pourrait être inférieur au taux moyen !

Donc on liquide, telle est la logique du capital. Et c'était d'autant plus *«nécessaire»* que les travailleurs avaient obtenu des salaires supérieurs à la Convention collective nationale, un mauvais exemple qu'il fallait à tout prix éliminer !

La liquidation de Saint-Joseph, c'est donc l'illustration claire et nette de la politique du capital bancaire dans la période de la crise actuelle. Elle est en conformité totale avec le plan Barre : il faut *faire payer la crise aux travailleurs, liquider les avantages acquis, démanteler les points de résistance organisée de la classe ouvrière, concentrer le capital* dans les secteurs les plus rentables.

Face à cette politique qui s'exprime clairement dans les projets de «sauvetage» du capital et du préfet, à savoir :

— Sur 1 000 emplois, en supprimer 360 (alors que la productivité était déjà une des plus fortes de la branche).

— Baisse des salaires de 25 %.

— Déqualification de l'ensemble du personnel.

— «Restructuration» et concentration monopoliste :

*Saint-Joseph-Bordeaux : usine principale reprise par un groupe anglais.

*Bazas : 71 emplois repris par la firme Nontagut

*Podensac : 64 emplois, fermé.

*Sainte Foy la Grande : 71 emplois en partie repris par un patron local.

*Guitres, 63 emplois repris par un patron local.

ENTRE PATRONS ET REVISIONNISTES ...

Voilà le plan du capital : il est clair qu'il s'agit de diviser les travailleurs, différents requins prenant les meilleurs morceaux et abandonnant le reste. Dans tous les cas les travailleurs paient le prix fort.

Depuis des mois les travailleuses et les travailleurs de Saint-Joseph résistent aux attaquent patronales. Les ouvrières du textile ont de hautes traditions de lutte et Saint-Joseph était un des piliers de la lutte de classe des ouvrières de Bordeaux. Soumises à une exploitation intense, aux cadences infernales, à une «médecine» de boite qui les remettait en état de produire lorsqu'elles s'évanouissaient à coups de médicaments très dangereux, elles avaient su mener des luttes dures et victorieuses au long des années.

La base était donc prête à une lutte prolongée et classe contre classe. Or le combat s'est trainé de pétitions en actions-bidons.

La CGT révisionniste, majoritaire dans l'entreprise a volontairement empêché toute lutte résolue au nom de l'union sacrée des travailleurs et des cadres. C'est un cartel CGT-CFDT-CGC qui «dirige la lutte». La collaboration de classe ainsi instituée, la lutte a été menée de façon *«digne et responsable»* pour sauvegarder *«l'outil de travail»* et le *«potentiel économique»* de le région. Ainsi, au moment où la liquidation était annoncée, la CGT révisionniste organisait une *«sainte Catherine de l'espoir»* où les travailleu ses étaient déguisées en mannequins de présentation de mode en spectatrices à la façon de Dior !

DES INTERETS COMMUNS

De telles pratiques illustrent clairement leur vraie nature et leur objectif. Traitres au prolétariat, agent de la bourgeoisie, en compétition avec la clique actuellement au pouvoir, ils utilisent la lutte des travailleurs de Saint-Joseph pour faire passer leur projet politique. Du moment qu'ils gagnent à eux les cadres, qu'ils prouvent à la bourgeoisie locale qu'ils veulent «défendre le potentiel régional» et au grand capital qu'ils sont capables de réprimer les travailleurs combatifs, ils avancent vers leur objectif : les élections de 1978.

Que les prolétaires de Saint-Joseph y perdent tout, y compris leur conscience de classe, voilà qui ferait bien leur affaire !

Car ainsi, opposés à la clique au pouvoir, ils voteront massivement pour le Programme commun. Il faut donc aux révisionnistes que l'entreprise soit liquidée, que les salaires soient baissés et que les ateliers soient en partie et temporairement au moins conservés. C'est le plan du capital. Il y a donc accord et l'affaire Saint-Joseph, de leur point de vue, est réglée.

Il reste à aller jusqu'au bout de la démagogie bourgeoise. Après la collaboration de classe instituée, après avoir menti et trahi jusqu'au bout les travailleurs, il faut éviter d'être démasqué bêtement au dernier moment. Un «baroud d'honneur» s'impose donc : il a eu lieu le 3 décembre. Devant les travailleurs révoltés par la liquidation, il fallait réagir : d'où la manifestation vers la préfecture.

Mais tout n'est pas forcément réglé : le prolétariat ne se laisse pas dompter et tromper aussi facilement.

Ces messieurs ressemblent fort au personnage qui s'était installé sur le dos du tigre : tant qu'il parvenait à s'y maintenir, il pouvait s'en croire le maitre... mais il est très difficile et fatigant de se maintenir sur le dos d'un tigre!

L'analyse de la lutte chez Saint-Joseph est donc pleine d'enseignements. Elle prouve la continuité profonde qui existe entre le plan Barre et le Programme commun. Elle montre comment la clique révisionniste cherche à utiliser les luttes ouvrières pour s'imposer comme les gérants à venir du capital, et en quoi elle appelle à la collaboration de classe, pratiquant la démagogie effrénée pour utiliser la classe ouvrière au service de sa volonté de pouvoir.

Une telle analyse se retrouve dans les autres luttes locales lorsqu'ils parviennent à les contrôler, ainsi par exemple à Bordeaux Sud où la tactique est la même et va jusqu'à des *«actions soi-disant dures»* lancées immédiatement après l'annonce par Séguy : *«Il ne faut pas attendre 78»*

Il reste maintenant à faire preuve d'une dernière chose, c'est que le prolétariat, en fin de compte démasque les révisionnistes, fasse tomber le parasite de son dos, l'écrase d'un coup de sa patte puissante et se rue sur le capital : là c'est aux communistes véritables, aux marxistes-léninistes de jouer leur rôle. C'est la tâche qui leur est fixée par le Parti communiste marxistes-léninistes de France depuis son 1er Congrès, celui de Puyricard en décembre 1967 : arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme et lui rendre confiance en l'organisant.

Correspondant régional HR de Bordeaux

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :
E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

Snecma Corbeil

LE PCF ET LA FALSIFICATION DE L'ANALYSE DES CLASSES

Quelle est la contradiction fondamentale à notre époque ? Quel est le rôle de la hiérarchie des salaires ? C'est — entre autres — deux des points qu' analysait un tract de la «section du PCF de la Snecma-Corbeil», et sur lequel la cellule du Parti communiste marxiste-léniniste de France a répondu. Ceci en expliquant que l'antagonisme fondamental de notre société se situe entre le prolétariat et la bourgeoisie, que vouloir adjoindre des bourgeois dans le camp de la révolution c'est s'opposer à celle-ci.

D'après le tract du PCF :

«L'antagonisme fondamental de notre époque est celui qui met face à face la classe ouvrière, l'ensemble des salariés et indépendants, *d'une part*, et le cœur du capital constitué aujourd'hui par les 25 grands groupes capitalistes, *d'autre part. D'où notre appel à l'Union du peuple de France»*.

Cette affirmation est fausse et ridicule. C'est un amalgame grossier qui fourre dans le même camp des gens aussi différents qu'un ouvrier, ... et un directeur général !

En fait, à la Snecma-Corbeil, il n'y aurait *pas un seul représentant du capital*, si l'on suivait cette théorie absurde et antimarxiste.

Qu'est-ce qu'un salarié ? Quelqu'un qui perçoit un salaire. Mais le montant de ce salaire le situe, selon sa place dans la production, dans des classes sociales radicalement différentes. Un OS, un OP sont des prolétaires dont plus de la moitié de la journée de travail n'est pas rétribuée et va directeemnt dans la poche du patron sous forme de plus-value. Par contre, un cadre supérieur qui touche plus de 10 000 F par mois est payé en raison des *services qu'il rend au système capitaliste.*

— Savoir- faire dans la technique d'extraire la moindre goutte de sueur de l'ouvrier ;

— Savoir-faire dans l'art de manier la carotte et le bâton ;

— Savoir-faire dans l'art de gruger les autres patrons cela s'appelle la concurrence...

C'est pour cela que ces gens-là sont payés, et leur salaire est prélevé directement sur le capital obtenu par le travail non-payé des prolétaires et accaparé par le patron.

«La hiérarchie des salaires est un élément nécessaire au développement de l'économie». Et plus loin : «Dans la société socialiste disparaitront les injustices résultant de l'appropriation privée des moyens de production, mais non les inégalités entre individus : ce ne seraient pas des individus distincts s'ils n'étaient pas inégaux.» (Tract PCF)

Au moins, nous voici fixés sur le genre de «socialisme» que vous nous promettez ! A chacun selon son grade et que le meilleur gagne ! Ce sera le règne de la combine, du piston et de la rivalité : bref, comme maintenant !

Alors, au développement *de quel genre d'économie* la hiérarchie des salaires est-elle un élément nécessaire ? La hiérarchie des salaires, non seulement suppose qu'il y ait un gaut et un bas, des dirigeants et des dirigés, des exploiteurs et des exploités, mais en plus *renforce cette opposition* à chaque heure et à chaque jour. Le PCMLF soutient les augmentations uniformes, parce qu'il est maintenant archi-prouvé que toute augmentation en pourcentage aggrave l'inégalité entre les bas salaires et les hauts salaires. 10 % sur 2 500 F font 250 F et sur 8 000 font 800 F !

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 — La Source

Syndicat du cadre de vie

NON AUX EXCLUSIONS

Dans l'édition du vendredi 10 décembre notre correspondant de Borny expliquait comment un militant de l'Humanité Rouge a été exclu de la CSCV, en fait parce qu'il s'opposait au Programme commun et défendait des positions de classe.

Si les travailleurs adhèrent à une organisation de masse telle la CSCV, c'est pour mener de façon efficace la lutte revendicative. Ils doivent pouvoir le faire quelles que soient par ailleurs leurs opinions politiques. Nos camarades appellent les locataires, travailleurs et adhérents CSCV–APF de Borny à imposer la réintégration de l'adhérent exclu et à signer pour cela massivement une pétition. Nous en publierons le texte dès que nous l'aurons reçu afin que les adhérents de la CSCV puissent soutenir partout cette lutte pour la réintégration. Voici l'appel que nos camarades ont publié à Borny :

Réuni le 22 novembre, le Conseil syndical de Borny (ex APF), a pris une grave décision : par 5 voix pour, et 2 contre et une abstention, il a voté l'exclusion d'un de ses militants actifs, «oubliant» que seule l'Assemblée Générale de tous les adhérents du quartier peut prendre une telle décision.

Qu'est-ce qui était reproché à ce militant ?

Simplement d'être l'un des diffuseurs de «Clarté», dont le numéro 5 critiquait l'attitude de certains militants APF par rapport à la lutte des locataires de Logiest contre les augmentations de charges: Selon les responsables SCV (Syndicat du Cadre de Vie), un militant syndical n'a pas le droit de développer ses positions, ni surtout de faire des critiques à l'extérieur du syndicat ! Comme si ce qui se passe dans le syndicat du quartier ne concernait pas avant tout les locataires eux-mêmes !

C'est là une étrange conception de la démocratie syndicale, cette conception, c'est la «chasse aux sorcières», engagée contre ceux qui n'acceptent pas les yeux fermés toutes les prises de positions du syndicat.

Aujourd'hui, c'est un militant de l'Humanité Rouge qui est exclu; avec de tels principes et de telles méthodes, demain ce sera n'importe quel travailleur de Borny qui osera exprimer des désaccords, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du syndicat.

Révoltés par cette mesure, nous posons deux questions au CSCV:

- Est-ce le meilleur moyen de mener la lutte contre les HLM et Logiest qui nous exploitent que d'exclure ceux qui sont actifs dans les luttes du quartier.
- Est-ce là le meilleur moyen de donner aux travailleurs de Borny, une organisation de quartier qui soit un véritable syndicat de classe et de masse ?

C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs du quartier à signer une pétition :

- Pour marquer leur désapprobation devant cette exclusion, atteinte à la démocratie syndicale.
- Pour exiger la réintégration du militant exclu.

Nous passerons chez vous dans quelques jours pour vous proposer de signer la pétition.

Les militants de Borny de l'Humanité Rouge.

Aix-en-Provence

Succès du meeting de l'Association générale des étudiants du Gabon

Nombreux ont été les participants notamment africains, jeudi 9 décembre, au meeting sur la situation au Gabon et la répression qui frappe l'AGEG, meeting organisé par l'AGEG et soutenu par les organisations anti-impérialistes et marxistes-léninistes.

Dans son intervention, l'AGEG a dénoncé l'exploitation féroce du peuple gabonais par la bourgeoisie impérialiste française, dénoncé également la pénétration sournoise du social-impérialisme soviétique au Gabon.

L'AGEG, organisation authentiquement anti-impérialiste et patriote, a expliqué la nécessité de l'intégration des étudiants aux ouvriers et paysans.

Après un montage diapositives présentant la réalité de l'exploitation du peuple gabonais, un représentant du Comité de soutien à l'AGEG a réaffirmé dans quel cadre s'inscrivait aujourd'hui la mesure d'interdiction qui frappe l'AGEG, et lui a assuré son soutien total et invité l'assistance à signer des pétitions, à envoyer des aérogrammes de protestation à Bongo, président du Gabon, et à Poniatowski.

C'est une tâche importante de poursuivre le soutien à l'AGEG, dénoncer partout où il sévit et notamment au Gabon l'impérialisme français.

Nous sommes certains que, malgré les menaces d'interdiction qui frappent l'AGEG les étudiants organisés en son sein, assurés de notre solidarité internationaliste, sauront aux côtés de leur peuple, aller de l'avant dans la voie de la libération et de l'émancipation de leur pays.

Le meeting de jeudi a montré la ferme volonté des étudiants de l'AGEG de continuer à contribuer au combat sans merci contre tous les impérialistes pour l'avènement de la révolution nationale démocratique et populaire du Gabon.

Les communistes marxistes-léninistes de l'HR.
Aix-en-Provence,
le 10/12/76

LE PLAN BARRE S'ATTAQUE A LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Dans le cadre de l'offensive contre le plan Barre et le Programme commun de gestion du capitalilsme par la gauche, la question de la santé des travailleurs est très importante.

Après l'augmentation des cotisations au 1er octobre 1976, un certain nombre de mesures sont envisagées par le gouvernement pour 1977. On peut trouver une intéressante énumération de ces mesures dans «PTT Mutualité» du 4e trimestre 76 (publication officielle de la Mutuelle générale des PTT).

— Suppression du remboursement de certaines spécialités : fortifiants, ferments lactiques, laxatifs ... soit 450 millions d'«économie» sur notre dos.

— *Relèvement* du ticket modérateur pour les soins paramédicaux, c'est-à-dire augmentation de la part à la charge du travailleur sur les massages, rééducation visuelle, auditive, et sur les soins de pédicures : remboursement à 65 % au lieu de 75 %... soit 80 millions d'économie...

— D'autres mesures contre les personnes âgées : baisse de l'allocation minimum au conjoint d'un retraité... soit 200 millions...

En deux mots, il s'agit de la pire des attaques contre les intérêts acquis par les travailleurs en 1936 et dans la résistance au nazi-pétainisme.

Par rapport à cela, la seule proposition de la «gauche» et notamment de la CGT reste : «Redonner la Sécurité sociale aux travailleurs», loin de défendre les avantages acquis par les travailleurs un tel mot d'ordre vise à confier aux bonzes syndicaux la gestion d'un rouage de l'appareil d'État.

La seule voie juste, c'est :

— dire *non* aux réductions de remboursements

— halte à l'offensive anti-ouvrière du pouvoir

— union dans l'action contre l'attaque permanente contre nos droits les plus élémentaires, classe contre classe.

Correspondant HR
Gueret

TOULOUSE

NI PLAN BARRE !
NI PROGRAMME COMMUN
A BAS LE CAPITALISME !

Meeting organisé par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge du centre de Paris.

Au cours de ce meeting interviendront notamment

— un travailleur de la Caisse d'épargne de Paris

— un cheminot parisien

— un postier de la Recette principale des postiers de Paris

Jeudi 16 décembre à 20 H 45
Salle de l'Épicerie, 12 rue du Renard
Paris 4e
(Métro Rambuteau ou Hôtel de ville)

Un support pour la campagne de souscription et d'abonnement

Nous avons déjà signalé qu'étaient disponibles des ouvrages marxistes-léninistes ayant subi quelques légères détériorations et que nous pouvons fournir moyennant le port uniquement.

— L'État et la Révolution (Lénine)

— La Maladie infantile du Communisme (Lénine)

— Travail Salarié et Capital (Marx)

ainsi qu' un petit nombre de Citations du Président Mao» et quelques autres textes.

Ces ouvrages peuvent accompagner un abonnement, une souscription, un calendrier etc. et être pour des camarades de travail, amis et proches, un premier contact avec les classiques du marxisme-léninisme.

Nous signalons par ailleurs que du fait de l'afflux de commandes de calendriers et des difficultés liées à la charge de travail supplémentaires pour procéder à de nouveaux tirages, nous ne pourrons satisfaire les commandes nous parvenant actuellement avant la fin du mois, ce qui ne doit bien sûr pas empêcher nos lecteurs de les passer dès maintenant, bien au contraire !

Extrait d'un article de l'agence Chine Nouvelle

Les milieux sportifs chinois critiquent les «quatre»

Les milieux sportifs chinois critiquent les «quatre».

(...) Les travailleurs sportifs de Pékin ont déclaré : «Ces dernières années, pour usurper la direction suprême au sein du Parti et de l'État, la «bande des quatre» s'ingérait dans les affaires sportives, tronquait et dénaturait les directives du Président Mao en la matière, s'opposait à lui, à notre respecté et bien-aimé Premier ministre Chou en-Lai et au Président Houa Kouo-feng, divisait le Parti et les rangs révolutionnaires et annulait tous les succès obtenus en ce domaine à la lumière de la ligne révolutionnaire du Président Mao, en bref, se rendait coupable du sabotage de notre culture physique.»

Au mois de décembre 1971, Kiang Tsing, conspiratrice et arriviste bourgeoise, déclara à l'insu du Comité central du Parti, qu'elle devait *«jouer son rôle» dans le domaine de la culture physique*, avide de mettre sous la coupe de la «bande des quatre» les milieux sportifs, et d'en faire une chasse gardée pour s'emparer du pouvoir dans le Parti et de l'État. (...)

Pour se distinguer et préparer l'opinion publique à son intronisation, elle entérinait selon son caprice certains documents, en distribuait de tous côtés et donnait un peu partout des directives, son comportement lui a valu de sévères critiques du Président Mao qui a dit d'elle : *«Kiang Tsing a de l'ambition»*.

A ses critiques et aux efforts qu'il fit pour l'éduquer, Kiang Tsing opposa une attitude de contre-révolutionnaire à double face et n'exprimait pas le moindre repentir. En 1975, à l'insu du Président Mao et du Comité central su Parti, elle alla participer à une réunion de travail sur le sport et y prit la parole, pointant par là le fer de lance sur notre grand dirigeant le Président Mao et sur le Comité central du Parti. (...)

En mars 1974, Chou En-lai donna une importante instruction au sujet du mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius qui se déroulait à la commission de la culture pyhsique et des sports, troublant ainsi les dispositions contre-révolutionnaires de la bande des quatre.

Extrêmement mécontents de cette instruction, Wang Hong-wen et Kiang Tsing, (...) ordonnèrent furtivement qu'on leur soumette toute directive que le premier ministre Chou donnerait à la commission de la culture physique et des sports, et, d'autre part, chargèrent l'un d'entre eux, Wang Hong-wen, de contraindre notre premier ministre à retoucher son instruction.

(...) Durant la lutte de critique de Lin Piao et de Confucius, le Comité central du parti avait chargé le camarade Houa Kouo-feng de s'occuper du mouvement dans la commission. Kiang Tsing manifesta son mécontentement, intimant l'ordre suivant : *«Dorénavant adressez-vous au camarade Houa Kouo-feng pour les "affaires banales" et "si vous avez quelque difficulté pour régler les affaires importantes, adressez-vous à nous"»*. C'était là attaquer et rabaisser le camarade Houa Kouo-feng et se placer au-dessus du Comité central du parti. A l'instigation de Kiang Tsing, l'importante directive donnée par le camarade Houa Kouo-feng sur le travail de la commission de la culture physique et des sports a été bloquée pendant deux ans. Kiang Tsing tentait vainement, de soustraire le sport socialiste à la direction du parti et d'en faire une chasse gardée de la «bande des quatre». (...)

Au cours des mouvements de critique de Lin Piao et de Confucius, de critique de Teng Siao-ping et de riposte à la déviation de droite contestant les conclusions justes, mouvements déclenchés et dirigés par le président Mao en personne, les «quatre», en provoquant des troubles, ont tramé beaucoup de complots et intrigues. Ils ont collé des étiquettes à leur guise et manié le bâton. Tantôt ils ordonnaient d'*«isoler au maximum»* celui-ci, tantôt ils reprochaient à celui-là d'*«avoir trop d'influence»*, tantôt ils clamaient qu'il faillait casser les reins d'un tel. Tantôt ils murmuraient en catimini que tel autre aurait dû quitter depuis longtemps la commission de la culture physique et des sports. Kiang Tsing, patronne de la «machine à étiqueter», dit ainsi à un homme contre lequel elle avait brandi son bâton et qu'elle avait «étiqueté» : «C'est moi qui vous ai protégé. Vous devez corriger vos erreurs». (...)

Les arrivistes, Kiang Tsing et Wang Hong-wen, pour des motifs inavouables, évincèrent les camarades responsables des autorités centrales chargés du travail sportif et donnèrent pas mal de directives sinistres à ce sujet. Qui plus est, ils se manifestèrent plus d'une fois dans les milieux sportifs par des activités conspiratrices. Par ailleurs ils débitèrent toutes sortes d'absurdités mettant en opposition les rapports dialectiques entre politique et activités professionnelles, entre révolution et entraînement, entre popularisation et niveau. C'est ainsi qu'ils jetèrent le trouble dans les esprits, douchèrent l'enthousiasme des gens, si bien que l'on ne savait plus sur quel pied danser. Si on voulait mener l'entrainement sportif et élever le niveau des jeux, ils vous collaient dessus l'étiquette des «forces productives» ; si vous étiez battu, une autre étiquette s'abattait immédiatement sur vous, vous accusant de «porter atteinte à la dignité nationale». En bref, cette horde de comploteurs et d'arrivistes bourgeois se faisaient un plaisir de réduire à néant tout le travail sportif socialiste en Chine.

«Développer les sports, fortifier la constitution physique du peuple» recommandation du président Mao Tsé-toung, largement appliquée dans cette province du Chantong.

Pendant les premières années qui ont suivi la fondation de la Chine nouvelle, le président Mao a lancé un appel : «Développer les sports, fortifier la constitution physique du peuple». *Il a stipulé le principe fondamental du sport socialiste :* «La culture physique revêt une importance majeure pour la santé de nos 600 millions d'habitants», *et* «Là où cela est possible, il y a lieu d'encourager la pratique de différents sports tels que la gymnastique, les jeux de ballon, la course à pied, l'alpinisme, la natation et la boxe taiji».

Il a prêté une attention toute particulière à la santé du peuple. Il a assisté plusieurs fois aux compétitions sportives et à la cérémonie d'ouverture des premiers et deuxièmes jeux nationaux. Il a reçu à maintes reprises les athlètes qui avaient contribué au succès du sport chinois, s'est entretenu cordialement avec eux et les a vivement encouragés.

Max le siffleur

Les enfants ont leur place dans la lutte contre l'oppression capitaliste

La Compagnie de l'Araignée que nous connaissions déjà pour «La fête chez Mohamed» présente actuellement «Max le siffleur», pièce sur les enfants dans la famille et dans la société.

Deux parents, deux enfants et un oncle. Une famille comme tant d'autres où les parents sont fatigués et énervés, n'ont pas la patience de s'occuper de leurs enfants et passent leurs nerfs «sur leurs enfants». C'est ainsi dans nombre de familles d'ouvriers, après le travail à la chaine, le bruit, les transports debout dans le métro. Personne ne veut jouer avec Max, on lui interdit de lever le petit doigt, la mère coud, la sœur regarde la télé, le pére lit «L'équipe».

Comme il s'ennuie, ignoré par les siens, Max cherche quand même à communiquer et à manifester son existence. Il découvre ainsi un sifflement strident insupportable. Insupportable au point que c'est devenu un moyen de chantage pour Max : «Si tu ne veux pas jouer, je siffle».

Par le sifflement, Max impose sa présence à sa famille.

Le fameux sifflement a porté ses fruits déjà dans la famille réconciliée pour l'anniversaire de Max et qui, de mauvaise grâce, doit jouer aux Indiens. Max et son oncle, attaquant sa mère et sa sœur juchée sur la table transformée en diligence tirée par le pére de Max.

C'est le jeu qui réunit tout le monde et qui permet de communiquer. Bientôt le jeu sera étroitement associé à la lutte contre M. Bayard le gros propriétaire. Ce monsieur va être pris au piége. Max ne rencontre pas seulement des obstacles dans sa famille mais aussi dans la société représentée par la cour de l'immeuble. Le propriétaire, gros et méchant, l'empêche de jouer, lui interdit de siffler et renvoie la famille du logement. Devant cette menace, toute la famille s'unit pour tendre un piége au propriétaire lorsqu'il vient voler les jouets de Max. Le propriétaire, enfermé dans la caisse-piége, hué par tous les enfants de l'Assistance doit promettre de ne plus interdire aux enfants de jouer dans la cour, de ne plus expulser les locataires, de ne plus augmenter les loyers. Le méchant propriétaire est hué par tous les enfants de la salle. Belle victoire due à l'unité du peuple construite contre les exploiteurs.

Les enfants dans la salle sont sollicités et participent dénoncent le propriétaire lorsqu'il se cache, etc.

La Compagnie de l'Araignée en appelle à l'initiative et à l'esprit critique des enfants que l'école bourgeoise fait tout pour abrutir et embrigader. La pièce de la Compagnie de l'Araignée met bien en évidence les problémes des jeunes et des familles. Elle montre bien qu'il n'y a pas de conflit de génération mais qu'il y a une lutte entre les exploités et les exploiteurs. En effet, c'est le capitalisme et les conditions de vie qu'il impose aux travailleurs (3X8, transports, logement et cadences) qui brise les familles.

C'est le capitalisme qui considére les enfants comme des assistés qui n'ont que le droit de se taire. «Max le siffleur» montre de façon vivante l'oppression que subissent les enfants et leur rôle dans la lutte de la classe ouvriére contre ses exploiteurs.

Le mercredi et le samedi à 14 h 30
au théâtre Mouffetard – Paris 5e
métro Place Monge

Tous les dimanches – 15 h 30
Cité universitaire - Maison d'Allemagne
Heinrich Heine Hauss

LYON

Jusqu'au 21 décembre, les travailleurs de Lip présentent
LIP 73-74
«LE GOUT DU COLLECTIF»

Long métrage réalisé chez Lip avec la participation de nombreux travailleurs par Dominique Dubosc et Hans Lessing, coproduction SONIMAGE-INA

Au «Cinématographe»
44 cours Suchet 69002 - Lyon - Tél : 37-24-84
mercredi 17 à 19 h 50 – samedi 18 à 15 heures – dimanche 19 à 17 heures – lundi 20 à 19 h 50 – mardi 21 à 19 h 50
Samedi 18 décembre à 15 heures

Projection et débat avec une délégation
«CFDT-Lip et travailleurs de Lip»

l'Humanité Rouge

LE COMECON, INSTRUMENT DE PILLAGE ET D'OPPRESSION (3)

Nous terminons aujourd'hui la série d'articles sur le Comecon en présentant la structure des échanges entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est.

L'article conclut en montrant la main mise complète de l'URSS sur le Comecon, ce qui provoque une certaine résistance de la part des autres pays membres.

Si l'on prend maintenant l'exemple du pétrole, certaines statistiques montrent que vers les années 1980, ils auront besoin de 150 millions de tonnes de pétrole soviétique par an, que Moscou leur livrera en contre-partie des investissements en capitaux et hommes qu'ils feront en Sibérie.

Cela revient à dire que ces pays seront contraints de diminuer d'autant la part consacrée aux recherches pétrolières sur leurs territoires nationaux et donc les privera d'une indépendance énergétique à terme.

QUELQUES CHIFFRES SIGNIFICATIFS

Évolution des importations de pétrole en Bulgarie.

Année	Importations totales	dont URSS	%
1965	2,2 millions de tonnes	2,15	98 %
1967	2,8 « « «	2,7	96 %
1969	4,8 « « «	4,0	84 %
1970	5,5 « « «	4,7	84 %
1981	7,5 « « «	5,8	78 %

On constate que si la part de l'URSS diminue légèrement en pourcentage (pétrole de l'OPEP) elle reste presque absolue (près de 80 %) et que en valeur absolue les importations de pétrole soviétique ont presque triplées en 6 ans.

Évolution des importations de pétrole en Tchécoslovaquie.

Année	Importations totales	dont URSS	%
1971	11,5 millions de tonnes	10,7 %	93 %
1972	12,5 « « «	11,9	95 %

Importations de combustibles en RDA

Année	Importations totales	Houille et coke dont URSS	Importations totales	pétrole dont URSS
1960	10,6	6,1 (57 %)	1,9	1,8 (95 %)
1965	12,7	7,5 (59 %)	5,1	4,9 (96 %)
1970	11,3	4,6 (40 %)	10,5	9,2 (89 %)
1973	11,5	4,8 (42 %)	16,0	13 (81%)

Légère baisse en pourcentage de la part de l'URSS dans les importations de pétrole mais maintien de la situation de monopole et augmentation de 600 % en valeur absolue.

Pour le charbon la part de l'URSS est de 42 % mais il ne faut pas oublier que la Pologne, gros producteur de charbon est voisine de la RDA alors que l'URSS est beaucoup plus éloignée.

Part des pays en pourcentage de la production industrielle totale du Comecon.

PAYS	1960	1970	DIFFÉRENCE
URSS	69,5 %	76,0 %	6,5 %
RDA	8,7 %	3,4 %	– 5,3 %
Tchécoslovaquie	7,5 %	4,2 %	– 3,3 %
Autres pays	14,3 %	16,4 %	2,1 %

L'augmentation de la part en pourcentage de l'URSS montre que celle-ci s'industrialise sur le dos de ses partenaires du Comecon et que l'écart entre elle et eux va croissant.

D'autre part, la situation de déséquilibre existant entre la puissance de l'économie russe (76 %) et celle des autres pays (moins de 5 % par pays) montre clairement que le «Programme d'intégration économique» est en fait une mise sous tutelle de l'industrie soviétique pour les industries des autres pays du Comecon.

Entre 1950 et 1970, le rythme d'accroissement des investissements de base a été de 2,7 à 3 fois plus élevé en Union soviétique qu'en Pologne, Tchécoslovaquie , Hongrie et RDA pour la même période.

Part de chaque pays dans le commerce intra-Comecon (1970)

Bulgarie	6,3 %	Tchécoslovaquie	12,2 %
RDA	15,4 %	Roumanie	6,2 %
Hongrie	7,8 %	Mongolie	0,3 %
URSS	40,1 %	Pologne	11,7 %

Structure des échanges entre l'URSS et les autres pays du Comecon.

1971 (en millions de roubles)	Importations en URSS en provenance d'autres pays du Comecon	Exportations de l'URSS vers les autres pays du Comecon
Machines et biens d'équipements	2 800	1 567
Biens de consommation manufacturés	1 600	157
Denrées alimentaires	560	110
Combustibles et matières premières non alimentaires	531	3 281

On voit ainsi que l'URSS, bien que beaucoup plus puissante industriellement que les autres pays du CAEM, importe beaucoup de biens de consommation.

Il faut relever également le très fort volume d'exportation de combustibles et matières premières soviétiques.

En 71, les échanges URSS-CAEM sont sensiblement équilibrés. Par contre en 72-73, l'URSS est déficitaire ; (voir le paragraphe sur le rôle de la BICE).

Ces chiffres sur le commerce URSS-CAEM sont à mettre en parallèle avec les faits suivants :

– les échanges CAEM-CEE montrent un large déficit du CAEM dont l'URSS est en grande partie responsable

– dans son commerce extérieur avec le tiers monde, l'URSS est *largement bénéficiaire,*

Commerce avec quelques pays du tiers monde (millions de roubles)	Importations en URSS	Exportations d'URSS	
EGYPTE	300	343	+ 43
GUINÉE	5	31,2	+ 26,2
CUBA (Cuba fait partie du Comecon)	289	602	+ 313

Le CAEM (Comité d'aide économique mutuelle) est en général plus connu sous son sigle anglais de COMECON (dans la littérature russe sous le sigle de SEV).

Il a été créé en 1949 pour regrouper à des fins économiques et commerciales l'URSS, la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, la RDA, la Tchécoslovaquie et l'Albanie.

De 49 à 59, le CAEM reposa sur une série d'accords conclus entre les pays membres et eut comme fonction principale de favoriser les échanges commerciaux et de permettre une aide de l'URSS à ces pays basés sur l'internationalisme prolétarien.

Le premier changement fondamental dans le CAEM s'est traduit en 1962 par l'adoption sous la poussée de Krouchtchev des «Principes fondamentaux de la division internationale de travail» qui mettent en avant la théorie impérialiste de la spécialisation. Krouchtchev utilisa les aides fournies par l'URSS comme moyen de pression et de chantage pour imposer sa ligne révisionniste et faire reconnaitre le PCUS comme «parti père» seul détenteur de la vérité.

Ainsi, voulait-il fixer à l'Albanie comme rôle d'être «le jardin potager et le parc de tourisme du camp socialiste». Au nom de cette théorie et pour faire pression sur les communistes albanais qui combattaient la ligne révisionniste de la direction du PCUS (au sein de laquelle Brejnev se signalait déjà par ses déclarations contre le PTA), le gouvernement de l'Union soviétique rappela en 61 les experts soviétiques qui aidaient les Albanais dans la recherche de pétrole. Ceux-ci partirent en emmenant avec eux les cartes géologiques du sous-sol, ce qui porta un mauvais coup à l'industrie pétrolière albanaise. Mais cette manœuvre échoua et les Albanais refusèrent de se laisser intimider. Aujourd'hui non seulement l'Albanie produit assez de pétrole et de naphte pour sa consommation personnelle, mais encore elle peut en exporter.

L'Albanie quitta le CAEM en 1962.

La main mise complète de l'URSS sur le CAEM et sa transformation en instrument de pillage et de domination, commencée en 61, s'est parachevée en 1971 avec l'adoption du «Programme complexe d'intégration économique». Mais ce programme rencontra des résistances au sein même des pays du CAEM, certains refusant de voir leur dépendance économique vis-à-vis de l'URSS s'accroitre. Ainsi, dès 1962, le POR (Parti des ouvriers roumains) déclarait-il : «Parmi les attributs souverains de chaque État socialiste figure aussi celui de disposer à sa guise de son territoire». Ces résistances ne furent pas du goût des sociaux-impérialistes de Moscou, comme le montre cette déclaration d'une revue soviétique (1974) : «Certains pays membres ne semblent guère disposés à renoncer à leur production industrielle». Et la revue pro-sociale-impérialiste «Tribuna» d'ajouter : «Nous sommes contre les tendances nationalistes qui se manifestent dans l'absolutisation des principes d'indépendance».

Bien que l'URSS propose principalement des accords multilatéraux qui lui permettent de contrôler les échanges industriels et commerciaux entre deux pays tiers du CAEM, ceux-ci, à chaque session du Comité exécutif, insistent sur des accords bilatéraux qui leur laisseraient une relative indépendance pour des échanges avec les pays autres que l'URSS. On peut d'ailleurs constater globalement que le «Programme complexe» de 1971 présente sur les plans de l'intégration économique et de la spécialisation certains reculs par rapport aux «Principes de division internationale du travail» de 1962, reculs dus à une certaine résistance des pays du CAEM dont les dirigeants soit s'opposent aux visées hégémoniques de Moscou (Roumanie) soit sont à la botte des sociaux-impérialistes mais craignent des réactions de leur peuple si le pillage social-impérialiste est trop visible.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976